

Renverser Maduro

Une nécessité pour l'impérialisme étasunien



Publié le 19 mars 2019

L'acharnement contre le Venezuela n'est pas nouveau, il a commencé dès l'élection de Hugo Chavez en 1998 car celui-ci a mis en place une politique progressiste favorable aux classes populaires. En avril 2002, la tentative de coup d'État pour le renverser a échoué grâce au soutien de la population des quartiers populaires de Caracas, attaque menée par la droite vénézuélienne largement soutenue et encouragée par les États-Unis.

Après le décès de Hugo Chavez en mars 2013 et l'élection de Nicolás Maduro en avril, la hargne de l'opposition s'est déchaînée. La bourgeoisie méprise ce Président, ancien conducteur de bus, leader syndical élu député en 1999, devenu président de l'Assemblée Nationale puis ministre des Affaires étrangères puis vice-président de la République en 2012. C'est une vraie haine de classe.

La bourgeoisie vénézuélienne veut en finir avec ce « régime socialiste » et retrouver ses privilèges perdus

N'ayant pas réussi à reprendre le pouvoir par les urnes, c'est par la violence dans la rue qu'elle espère obliger Nicolás Maduro à démissionner. Contestant les résultats de chaque scrutin – sauf les deux fois où les chavistes ont perdu⁽¹⁾ - les dirigeants de droite ont appelé leurs affidés à descendre dans la rue pour « défendre la démocratie », organisant des manifestations violentes en 2003, 2004, 2014, 2016 et 2017 avec pour conséquences des morts, des blessés, d'importantes dégradations de bâtiments publics.

Le conflit vénézuélien est, certes, national, mais les États-Unis et leurs entreprises soutiennent ouvertement les rebelles. Le but recherché par Washington et ses alliés est politique et économique : remettre l'opposition néo-libérale à la tête du pays afin de reprendre le contrôle des ressources minières : pétrole, gaz, or, coltan, fer, etc. Le Venezuela possède les plus grandes réserves - prouvées- de pétrole du monde, de quoi aiguïser les appétits ...

Le 8 mars 2015 le président des États-Unis, Barack Obama, signe un décret déclarant le Venezuela « une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis ». Ce décret va permettre de déclencher une véritable guerre économique envers le Venezuela. Le blocus financier commence en avril 2016. A partir de cette date, les institutions vénézuéliennes se voient stipuler des restrictions pour la réalisation de paiement en dollars qui vont

empêcher les importations de médicaments et de produits alimentaires provoquant des pénuries et une hyperinflation. Car, contrairement à ce qui s'affirme, le chavisme ne contrôle pas toute l'économie, les oligopoles alimentaires sont bien réels. L'ancien ambassadeur des États-Unis au Venezuela et en Colombie, William Brownfield a déclaré : « *La meilleure résolution est de précipiter l'effondrement du gouvernement vénézuélien même si cela implique des mois et des années de souffrance pour les vénézuéliens* ».

En raison de la réélection de Nicolás Maduro le 21 mai 2018 à la présidence, Donald Trump renforce les sanctions. L'objectif est d'assécher financièrement le Venezuela, en accord avec l'opposition locale qui espère ainsi provoquer la désaffection des classes populaires pour le chavisme et à terme la chute de Maduro.

Mais la majorité des Vénézuéliens et l'armée restent fidèles à leur Président...

Une autre stratégie est mise en œuvre : une tentative de coup d'état institutionnel

Cela consiste à déclarer Nicolás Maduro illégitime et à mettre en place des pouvoirs politiques parallèles : un Président auto-proclamé Juan Guaido, un Tribunal Suprême de Justice « en exil » basé au Panama, un Procureur Général de la Nation « en exil » à Bogota. Ces instances fantoches essaient de se substituer aux pouvoirs légitimes vénézuéliens. Juan Guaido a été reconnu « Président par intérim » par environ 50 pays, dont la France, sur les 193 que compte l'ONU et il appelle de ses vœux une intervention militaire des États-Unis.

L'aide humanitaire, une provocation qui a raté son but

Après avoir étranglé l'économie du pays, le gouvernement étatsunien offre « généreusement » une aide humanitaire qu'évidemment N. Maduro refuse ! Les commentateurs zélés des médias hostiles poussent des cris d'orfraie et dénoncent la cruauté du « dictateur » qui laisse ses enfants mourir de faim ! Mais la Croix Rouge refuse de participer à cette opération affirmant qu'il s'agit d'une opération politique et non pas humanitaire. D'abord, il faut savoir que personne ne meurt de faim au Venezuela car le gouvernement distribue des colis de nourriture à 6 millions de personnes aux revenus modestes par l'intermédiaire des CLAP ⁽²⁾. L'opération « aide humanitaire » du 23 février dernier dont l'objectif était de faire basculer l'armée dans le camp de la rébellion, a échoué. A peine une centaine de militaires a changé son fusil d'épaule et n'oublions pas que le Venezuela entretient 1600 000 réservistes prêts à défendre la souveraineté de leur pays, si bien que nul n'est très chaud pour une aventure militaire : ni les militaires colombiens ni les militaires brésiliens n'envisagent sérieusement d'envahir leur voisin craignant des conséquences imprévisibles sur la stabilité de leur propre pays et dans toute la région.

La cyber attaque de la centrale hydroélectrique d'El Guri est un acte terroriste

Après l'échec de l'opération "Aide humanitaire", un sabotage a provoqué l'arrêt de la principale centrale hydroélectrique qui fournit le courant à 70% du pays, le jeudi 28 février. Les conséquences de ce lâche attentat sont incalculables pour la vie quotidienne de toute la population pauvre ou riche, pour toutes les activités. Le pays est paralysé...

Guaidó et Maduro se rejettent mutuellement la responsabilité de la catastrophe, le premier mettant en cause le sous-investissement et un défaut de maintenance des installations du barrage, le second accusant une cyber attaque états-unienne du système de contrôle automatisé qui a entraîné l'arrêt simultané de cinq turbines.

Moins de trois minutes après la panne, Marco Rubio⁽³⁾ annonçait l'action ! On peut se demander comment il a pu avoir cette information en un temps si court. " *Il savait ce qui allait se passer !* " a expliqué le ministre Jorge Rodriguez. Aujourd'hui , le courant est rétabli, la vie reprend peu à peu son cours...

En conclusion

Ignacio Ramonet a écrit en 2016 : "*le Président Nicolás Maduro, déjouant tous les pièges et toutes les difficultés, a montré sa taille exceptionnelle d'homme d'Etat. Et de leader indestructible de la Révolution bolivarienne.*" Le MS21 pense que cette citation est toujours d'actualité et soutient le courageux peuple vénézuélien et son gouvernement.

Notes :

- (1) Deux défaites chavistes : les élections municipales en 2013, les élections législatives en 2015
- (2) CLAP : comités locaux d'approvisionnement et de production
- (3) Marco Rubio : sénateur de Floride, d'origine cubaine, farouchement anti-castriste, "ministre des Affaires étrangères pour l'Amérique latine".